

Sommaire

Editorial

Situation de la sécurité alimentaire

Les indicateurs macro-économiques.....2

La situation du pays.....3

Nous avons rencontré pour vous:

CARE.....7

Sujet du jour :

Une plus grande participation de la
production locale à la disponibilité
alimentaire globale en Haïti.....8

Le saviez-vous?

Activités et événements du trimestre12

Matière à réflexion

L'écoute du soi.....14



Rédaction:

Danielle AVIN
Douby EXANTUS
Gary MATHIEU
CARE

Edition: CNSA

Dépôt légal # 03-05-146



*Ce document a été réalisé avec
l'aide de l'Union européenne.
Le contenu de ce document
relève de la seule
responsabilité de la CNSA et*

*ne peut en aucun cas être considéré comme
reflétant la position de l'Union européenne.*

La fin de ce trimestre a donné lieu à la réouverture des classes, période de sévères ponctions dans les épargnes (ou absence d'épargne) des foyers à ressources moyennes ou basses. Ces sacrifices financiers se sont signalés dans les marchés des zones rurales par un flot accru de bétail, cette dernière ressource constituant l'épargne du paysan (elle signifie souvent aussi décapitalisation). Ceux qui ont pu faire face à ces obligations scolaires figurent tout de même parmi les chanceux: leurs enfants iront à l'école durant les prochains mois!

L'environnement est vert et beau; du moins dans les endroits où il reste encore des arbres et de la végétation. On voit beaucoup de fruits exposés dans les marchés, dans les rues, un peu partout. Cependant cette nature à l'apparence clémente, ne l'a pas toujours été durant le trimestre qui vient de s'écouler. Les pluies torrentielles aussi bien à Port-au-Prince que dans certaines villes de Province, et dans des zones rurales ont entraîné bien des dégâts causés à la fois par les eaux déchaînées et par des glissements de terrain. Notre sous-sol a l'air de vouloir se réveiller; de légers tremblements de terre ont été ressentis ici et là. Notre voisine Dominicaine n'a pas été aussi chanceuse, car les secousses sismiques ont atteint 6.5 degré sur l'échelle Richter dans les zones placées le long de la ligne de faille au Nord du pays. Nous ferions bien de tenir compte en Haïti de ces avertissements et de travailler aux dispositifs à mettre en place en cas de sinistre dans ce domaine.

Nous vous souhaitons une bonne lecture de ce numéro qui comporte, outre les informations habituelles sur la situation alimentaire, des données extrêmement intéressantes que nous avons obtenues pour vous de spécialistes dans le domaine de la production agricole; elles concernent les possibilités d'augmentation de la couverture de nos besoins alimentaires par la production locale; comme d'habitude, nous avons rencontré pour vous une institution qui intervient dans le domaine de la sécurité alimentaire, il s'agit cette fois de la CARE avec ses multiples programmes à travers le pays. Nous vous souhaitons à tous un bon trimestre.

La Coordonnatrice



Analyse de la Sécurité alimentaire

Les indicateurs macro-économiques et Sécurité Alimentaire

L'analyse des indicateurs macro-économiques permet d'apprécier l'évolution des conditions de sécurité alimentaire tout en favorisant la prise de décision.

Éléments de Méthodologie

Les indicateurs macro-économiques retenus sont ceux qui influencent de près ou de loin la sécurité alimentaire. Au cours de ce trimestre, à partir des informations disponibles, nous mettons l'accent sur :

- o Les niveaux d'inflation générale
- o Les fluctuations du taux de change
- o Les coûts du transport
- o L'accroissement des prix des produits alimentaires

Dans le cadre de cette analyse, des comparaisons seront faites entre les valeurs mensuelles et trimestrielles (MT1 et MT2) des variables et entre les données de l'année précédente et celles observées à la même époque cette année.

Evolution générale des indicateurs macro-économiques retenus

Le tableau No1 présente l'évolution des indicateurs retenus pour les trimestres considérés.

A cause de l'absence des données pour le mois de septembre, malheureusement non encore disponibles, nous avons effectué l'analyse des indicateurs pour les mois de juillet et août.

Analyse Générale et Sectorielle

Inflation générale

L'inflation de ce trimestre mesurée à partir de la variation de l'indice des prix à la consommation s'inscrit, en moyenne, à 41.97 %. Un taux de 40.50 % était enregistré au cours du trimestre précédent. Durant ce trimestre, l'inflation générale affiche une tendance à la baisse. En effet, le taux moyen en glissement annuel pour le mois de juillet était de 42.030 % et celui du mois d'août 41.910 %.

La progression reste cependant positive par rapport au trimestre avril / juin. Il y a une baisse du taux au cours du mois d'août, cependant celui-ci demeure toujours plus élevé qu'au mois de juin.

Par ailleurs, l'année dernière à cette même époque, le taux moyen du trimestre juillet / septembre. était de 9.44 % soit une accélération de plus de 334 % des prix. Donc, par rapport au trimestre de l'exercice fiscal précédent, les prix des biens et services ont énormément augmenté. Cette situation se traduit par

Liste des indicateurs macros

Indicateurs/ Date	Avr-03	Mai-03	Juin-03	MT1	Juil-03	Aout-03	Sep-03	MT2
Inflation Générale	39.25	40.57	41.66	40.49	42.03	41.910		41.97
% mensuel	2.65	2.61	1.36	2.21	1.17	-0.29%		0.58
Inflation dans le Secteur Transport	113.34	111.14	111.54	112.01	101.18	100.720		100.95
% mensuel	1.40	-0.38	-0.33	0.23	-3.97	-0.45%		-1.99
Inflation dans le Secteur alimentaire	35.87	37.90	39.53	37.77	40.70	40.940		40.82
% mensuel	3.62	2.62	1.88	2.71	1.79	0.590%		0.90
Dévaluation (nov. 96 = 100)	254.47	271.06	271.66	265.73	282.16	271.260	271.938	275.12
Prix d'1 \$	38.91	41.50	41.59	40.67	43.20	41.529	41.63	42.12

Source : CNSA, d'après MEF/IHSI et BRH

(MT1 et MT2 sont respectivement les évolutions moyennes des indicateurs pour les périodes d'avril-juin et Juillet / Septembre)

la diminution du pouvoir d'achat des ménages haïtiens au fil des années.

Transport

La hausse fulgurante des coûts du **transport** amorcée depuis les premiers mois de l'année 2003 semble atteindre son paroxysme le trimestre écoulé. Le taux moyen des coûts de ce trimestre est le plus haut résultat jusque-là obtenu dans cette branche de l'activité économique en Haïti. Le taux d'inflation dans ce secteur était de 113.34 % en avril dernier contre une moyenne trimestrielle de 112.01 %.

La décision du gouvernement de réviser les prix à la pompe à la fin du trimestre avril / juin a provoqué une chute importante de l'inflation liée à ce secteur. En effet, de 111.54 % en juin, l'inflation est passée à 101.18 % en juillet d'où une décélération mensuelle de 3.987 %. La baisse a continué tout au cours du mois d'août affichant un taux de 100.72 %.

Le taux moyen du même trimestre juillet-septembre, une année auparavant, était de 6.61 %. Le taux moyen actuel représente donc une augmentation de plus de 231 % des prix dans ce secteur d'activité de la vie nationale.

Taux de change

La gourde a perdu 3.35 % de sa valeur par rapport au dollar entre les trimestres avril / juin et « juillet / septembre » 2003. **Le taux de change moyen** mensuel à l'achat est passé de 40.67 à 42.11 gourdes pour un dollar US. Cependant, durant ce trimestre, les prix du dollar sont à la baisse ; 43.20, 41.53 et 41.60 respectivement pour les mois juillet, août et septembre. Le taux moyen du trimestre est extrêmement élevé en comparaison de celui de l'année dernière où il fallait 27.5689 gourdes pour un dollar US.

Inflation alimentaire

Couramment les secteurs du **transport** et du **change** ont une forte influence sur le domaine alimentaire; cependant pour ce trimestre, la baisse affichée dans ces secteurs ne s'est pas répercutée sur le marché des aliments. En effet, alors que ces secteurs affichent une tendance baissière, les coûts dans le secteur alimentaire sont légèrement à la hausse. Ils sont passés de 40.70 % à 40.94 % de juillet à août 2003 ce qui donne un taux moyen d'inflation de 40.84 %. Il y a eu certes une relative stabilité dans ce secteur, mais les taux restent quand même élevés en comparaison à l'année dernière où le taux moyen d'inflation dans le secteur alimentaire était de 9.5 %.

Situation du pays

La situation alimentaire pour la période Juillet / septembre 2003

Antécédents immédiats

La période avril / juin 2003 correspond à la saison du Printemps et a été surtout un trimestre d'intenses activités agricoles. La disponibilité alimentaire étant donc assez faible, on a eu des prix élevés et en augmentation ce qui a eu une incidence négative sur l'accès des ménages aux produits alimentaires. La pluviométrie était bonne et dès le mois de juin 2003 on ramassait déjà les premières récoltes. Donc le début du mois de juillet est marqué par l'intensification des récoltes et le démarrage des activités agricoles dans les mornes pour la campagne de juillet / août.

Évolution de la situation climatique au cours du trimestre et ses effets sur la production agricole.

L'été est généralement chaud et sec en Haïti. Les grosses chutes de pluies enregistrées sont parfois le résultat du passage de certaines dépressions ou tempêtes tropicales. Dans l'ensemble, la pluviométrie enregistrée au cours du trimestre a été assez faible malgré le passage de certaines ondes tropicales. Les

relevés pluviométriques montrent que tout au cours du trimestre la situation a évolué de manière différente d'un département à l'autre. Les moyennes départementales peuvent même être de 20 mm au cours du mois de juillet avec une légère amélioration au cours du mois d'août : 28 mm pour la moyenne la plus faible. Ce qui est certain c'est que malgré des changements parfois positifs, la pluviométrie moyenne enregistrée au cours du trimestre est partout considérée comme étant inférieure à la normale.

L'analyse des images de FEWS-HAITI sur l'état de la végétation montre qu'après la saison du Printemps la tendance tourne progressivement à la sécheresse avec pour point de départ les zones côtières et certains départements habituellement sensibles à la sécheresse tels que le Nord-Ouest, l'Ouest, et le Sud-Est.

Malgré une pluviométrie insuffisante et une tendance générale à la sécheresse, certaines zones achèvent les récoltes de printemps et d'autres démarrent la campagne de juillet/août, surtout dans les mornes et certaines régions où l'on cultive le riz. Les récoltes de

maïs, de riz, de haricot se sont poursuivies tout au cours du mois de juillet ; le manque d'eau n'a pas empêché la poursuite des plantations de riz dans certaines plaines rizicoles de l'Artibonite, du Nord ou du Sud. Une intensification de l'activité agricole a été observée surtout pour le semis de dernière saison dans les mornes humides où, à cette période, on cultive le maïs, le haricot et le sorgho dans les plaines sèches. Par ailleurs, la fin du trimestre juillet / septembre est marquée par une augmentation du bétail sur les marchés ruraux. Cependant, on peut observer certaines différences au niveau départemental:

Le mois de juillet

Au niveau de tous les départements du pays, on a connu un mois de juillet sec. Les chutes de pluie enregistrées ont été dans l'ensemble très faible. Les moyennes mensuelles ont été de 39 mms dans le Nord, 85 dans l'Ouest, 20 dans le Sud, 34 dans le Nord-Ouest, 45 dans le Nord-Est, pluviométrie jugée inférieure à la moyenne des cinq dernières années, sauf à Fort-Liberté où on a enregistré des pluies supérieures à la normale.

Une situation de sécheresse relative s'est développée au niveau de ces départements. Le traitement des données AVHRR/ NDVI montre, au cours de la première quinzaine du mois de juillet, une certaine sécheresse au niveau des zones côtières du Far West, de La Gonâve et de certaines communes du Sud-Est. La sécheresse s'est accentuée au cours de la deuxième quinzaine du mois au niveau de certaines communes du Sud-Est, du Sud et de l'Ouest. Ce manque d'eau a surtout affecté les plantations de riz de la Plaine du Nord et les plantations encore en phase végétative de Pignon/La Victoire, de Pilate, de Ranquite, dans le Nord. La situation du Nord-Est s'est un peu compliquée avec un vent sec qui a affecté les plantations de Carice, Mont-Organisé Monbin Crochu, des Perches et de Capotille. La situation agricole du Nord-Ouest est globalement mauvaise et la Peste Porcine Classique bat son plein au niveau du département. Dans l'Artibonite, on observe une reprise timide des activités agricoles. Car jusqu'à présent le problème des intrants n'est pas tout à fait résolu.

Malgré une situation générale mauvaise, le département du Centre a connu une moyenne assez intéressante, 123 mms, grâce à des chutes de pluie dans les communes de Belladère, de Boucan Carré, de Savannette.

Le mois d'août

Au cours du mois d'août on assiste à une amélioration de la pluviométrie pour certains départements tels que :

le Nord avec une moyenne mensuelle départementale de 72 mms, le Sud avec une moyenne de 77 mms ; le Nord-Ouest a connu une nette amélioration avec 65 mms ; la zone côtière Sud a été bien arrosée au cours de ce mois, car la moyenne la plus élevée a été observée à Condé, soit 102,60 mms, et la plus basse a été enregistrée aux Coteaux, soit 52.50 mms.

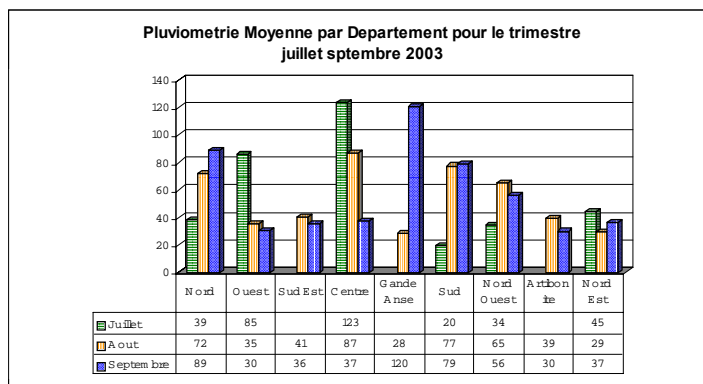
Par contre, certains départements ont connu un mois d'août assez sec avec des moyennes de 35 mms pour l'Ouest, 28 mms pour la Grand-Anse, 29 mms pour le Nord-Est. Le Sud-Est et l'Artibonite, malgré le passage de certaines dépressions tropicales ont enregistré des moyennes assez basses, 41 mms et 39 mms.

Malgré une moyenne mensuelle départementale aussi basse pour le mois au niveau de l'Artibonite, la ville de Saint-Marc a enregistré dans l'après-midi du 29 août environ 82,7 mms de pluie. Cette pluie, combinée, aux eaux en furie venant des hauteurs de Goyavier a causé des dégâts considérables à la ville de Saint-Marc: environ 63 disparus dont 13 morts et près de 2400 familles sinistrées. Les causes sont multiples, mais on peut surtout retenir les problèmes liés au déboisement des sections agricoles surplombant la ville et le mauvais état des canaux d'écoulement des eaux.

L'analyse de la couverture végétale pour la période de la première quinzaine du mois d'août montre que la situation de sécheresse a empiré au niveau des zones côtières du Sud-Est, du Sud, de l'Ouest et d'une partie de la Grand-Anse.

La situation agricole au cours de ce mois est jugée passable pour certaines communes du Nord et bonne pour les communes de Borgne, de Dondon et de Ranquite.

Les ondes tropicales sont responsables de certaines chutes de pluie au cours de la deuxième décennie au niveau des piémonts et des collines ce qui a entraîné une intensification de l'activité agricole (semis de



Source : CNSA, d'après les DDA, HAP et CRS

dernière saison). Dans le Sud le maïs et l'arachide qui sont en phase de maturation ont bénéficié des dernières pluies.

Le mois de septembre

Le mois de septembre a vu une amélioration de la pluviométrie pour les départements du Nord, de la Grand-Anse, du Sud, et du Nord-Est.

Les départements du Sud-est, de l'Ouest, du Centre, du Nord-Ouest et de l'Artibonite ont continué à recevoir de très faibles quantités de pluie et la tendance générale est plus proche d'une situation de sécheresse.

Malgré tout, les activités agricoles pour la deuxième saison agricole se sont poursuivies au niveau des plaines irriguées de l'Artibonite dans la culture du riz et du maïs, ainsi que du haricot au niveau des montagnes humides.

État de la disponibilité alimentaire

Le trimestre juillet/septembre fait suite à la saison du Printemps qui est la principale saison de culture du pays. L'offre alimentaire au cours du trimestre avril/juin était assez réduite, car il fallait d'abord faire face aux semis et aux activités agricoles liées à la réussite du printemps.

L'offre nationale de produits agricoles étant réduite, la disponibilité alimentaire a été complétée par des importations à un niveau équivalent à 91.880,90 T.M ; l'aide alimentaire distribuée par les différentes organisations caritatives et de développement s'est élevée à 34.245,98 T.M de produits. À la fin de la

saison du printemps, c'est à dire à la fin du mois de juin et au début de juillet, on s'attendait à une augmentation substantielle de la disponibilité alimentaire dans le pays.

En effet malgré une grande diminution des produits d'aide alimentaire au cours du trimestre juillet/septembre on constate une augmentation de la disponibilité en produits agricoles sur les différents marchés du pays. La disponibilité de viande a également augmenté, car la préparation de la rentrée scolaire a poussé beaucoup de ménages à vendre une partie de leur bétail. Même pour les départements d'habitude très vulnérables en cette période de l'année, on observe une certaine disponibilité alimentaire agricole, ce qui entraîne une baisse des prix des produits locaux et de leurs substituts importés.

-L'offre nationale de produits alimentaires

Le mois de juillet

Dans le Nord les plantations de riz de Limbé, Acul du Nord, de Bas Limbé, ont eu des récoltes satisfaisantes. Les récoltes de tubercules, de maïs et de haricot du Borgne sont estimées excellentes. Il en est de même pour l'Artibonite où l'on poursuit avec la récolte du riz. A Grande Rivière du Nord et à St Raphaël les récoltes sont passables. Dans l'ensemble, les autres communes n'étaient pas encore dans une phase de récolte très avancée. Dans le Nord-Est la situation est jugée mauvaise, car à part le riz dans certaines localités de Fort Liberté, les autres cultures ont connu des rendements mauvais.

Les estimations de récolte, à ce stade dans le Nord-Ouest sont de 25 à 30 %, selon les données recueillies par le Système d'Alerte Précoce du Nord-Ouest (NEWS).

Disponibilité Alimentaire pour le trimestre Juillet / septembre 2003
(Importations et aide Alimentaires)

Produits	IMPORTATIONS ALIMENTAIRES	AIDE ALIMENTAIRE	TOT TM	TEQ
Riz	64,282.00	883.74	65,165.74	71,095.82
Blé Farine	62,968.00	17,917.40	80,885.40	80,885.40
A autres Céréales	5,147.00	916.16	6,063.16	6,433.01
Légumineuses	1,908.00	935.40	2,843.40	2,886.05
Bulgure mélange		3,809.00	3,809.00	4,041.35
Total	134,305.00	24,461.70	158,766.70	165,341.64
Produits laitiers	4,130.00	7.63	4,137.63	4,199.69
Huiles et graisses	16,852.00	430.11	17,282.11	46,350.62
Vian des	15,365.00	32.36	15,397.36	12,595.04
Sucre et Sucrieries	64,852.00		64,852.00	78,600.62
A autres Non Cereales	106.80	11.15	117.95	142.96
Total non Cereale	101,305.80	481.25	101,787.05	141,888.94
TOTAL	235,610.80	24,942.95	260,553.75	307,230.57

Sources : CNSA d'après AGD, CARE, CRS, PL480, BND et PAM

Dans l'Ouest, on attendait encore les récoltes de maïs, de petit mil, de haricot et de légumes qui sont à un stade avancé et jugées satisfaisantes. Les régions de Kenscoff déversaient encore des légumes et de la pomme de terre.

Dans le Sud les récoltes de pistache en zone de plaine, de haricot et de maïs en zone de montagne sont intéressantes. On observe également sur les marchés de fortes disponibilités d'arbre véritable, et de tubercules sur les marchés du Sud.

Dans le département du Centre on commence à récolter les produits de certaines plantations précoces et les rendements sont optimaux pour certaines cultures telles que le haricot, le maïs, les légumes et la banane, et moyens pour le riz et les tubercules. Sauf à Cerca La Source où la situation est jugée mauvaise car les planteurs ont raté la saison.

Le mois d'Août

Au niveau de tous les départements on observe une augmentation de la vente du bétail avec l'approche de l'ouverture des classes, ce qui augmente la disponibilité en viande sur les différents marchés.

Le département du Centre a connu de bonnes récoltes au niveau des communes de Mirebalais, de Saut d'Eau, de Thomasique et de Thomonde. Les récoltes de céréales sont minimes, voire insignifiantes, dans le Nord. Dans l'Artibonite on poursuit avec la récolte de riz et de légumes. Mais les rendements sont moyens à cause de la rareté des engrais enregistrés au cours de la phase végétative. Dans le Nord-Ouest on enregistre encore quelques récoltes en retard de maïs et d'arachide alors que se poursuivent encore les travaux agricoles pour la prochaine saison. Sur le marché de la Croix des Bossales les tubercules commencent à connaître une certaine diminution.

Le mois de septembre

Le mois de septembre est marqué par une augmentation de la disponibilité alimentaire au niveau des départements du Nord et du Sud-Est selon les informations du HAP. Cette augmentation de la disponibilité est

également observée sur le marché de la Croix des Bossales où on a compté plus d'ignames que pour les mois précédents.

-Les importations alimentaires

Les importations alimentaires au cours du trimestre juillet/septembre ont atteint 235.610,80 T.M. Elles sont en hausse par rapport au trimestre avril / juin où elles étaient de 91.880,90 T.M. Les principaux postes de dépenses ont été, encore une fois, le sucre et les sucreries, le riz, le blé et la farine. La valeur de ces importations est estimée à 91.437.142,15 dollars américains.

-L'Aide Alimentaire

L'aide alimentaire distribuée ce trimestre s'est élevée à 24.942,95 TM contre 34.245,98 TM le trimestre précédent. Cette baisse peut-être expliquée par le fait que la plupart des opérateurs tels que le BND, le PAM, CRS, Care, Save the children... distribuent une

Evolution des prix des principaux produits alimentaires durant le trimestre juillet / septembre 2003

Département /Produits	Date	Farine (mar)	Riz (mar)	Mais (mar)	Haricot (mar)	Igname (lb)	Banane (lb)	Huile (gallon)
Nord	Juillet	61.21	64.93	65.78	108.11	7.21	5.85	177.67
	Août	63.13	65.70	49.36	95.43	7.23	5.93	172.81
	Septembre	65.38	72.09	58.14	121.00	6.81	5.77	181.50
Nord Ouest	Juillet	52.63	72.13	43.15	113.39			175.00
	Août	66.90	65.00		118.00			167.75
	Septembre		68.30		118.40			
Nord Est	Juillet	73.14	67.63	38.56	93.92			
	Août							
	Septembre							
Artibonite	Juillet		66.25	52.30	117.50			
	Août		60.00	45.00	90.00			
	Septembre							
Centre	Juillet	60.00	75.00	45.00	100.00			200.00
	Août	72.43	79.01	62.50	93.50			188.00
	Septembre	0.00	0.00	0.00	0.00			0.00
Ouest	Juillet	46.67	77.83	41.67	95.00	7.56		161.67
	Août					7.35		
	Septembre					6.36		
Sud	Juillet		66.00	45.00	109.00			
	Août		55.00	30.00	120.00			
	Septembre		70.00	20.00	80.00			
Sud Est	Juillet			38.57	120.19	6.68	5.68	
	Août			32.92	126.98	6.33	6.01	
	Septembre			33.32	123.03	5.42	5.65	
Grande Anse	Juillet		70.00	23.00	90.00			160.00
	Août	50.00	67.50	39.00	112.50			152.50
	Septembre	46.50	75.00	28.25	79.75			172.50
National	Juillet	58.73	69.97	43.67	105.23	7.15	5.77	174.87
	Août	63.12	65.37	43.13	108.06	6.97	5.97	170.27
	Septembre	55.94	71.35	34.93	104.44	6.19	5.71	177.00

Source : CNSA, d'après DDA, HAP et CRS

part significative de leurs produits d'aide alimentaire par le canal des écoles dans des activités de cantines scolaires. Et ce trimestre correspond justement à la période de fermeture des classes. L'aide distribuée au cours de cette période l'a été également à travers des travaux de food for work et dans certains centres de santé surtout dans le Nord Ouest par la CARE et le PAM.

Généralement la plus grande partie de l'aide alimentaire est monétisée. Pour ce trimestre, le Bureau de Gestion de l'aide alimentaire n'a monétisé que 17.000 TM de farine soit 68 % du total .

Les prix et l'accès aux aliments

L'évolution des prix au cours de ce trimestre présente une tendance mitigée, et varie d'un département à l'autre.

Pour les produits importés tels que la farine, le riz on observe une tendance à la hausse de juillet à août et une baisse en septembre pour la farine. Le riz a poursuivi sa course évolutive avec une grande baisse en août au niveau des départements de l'Artibonite, du Sud, et de la Grand-Anse. Au niveau de ces départements, la disponibilité a augmenté grâce aux récoltes des différentes aires irriguées. Les huiles de cuisine ont subi une baisse progressive de juillet à septembre et cela sur tous les marchés du pays sauf au niveau de la Grand-Anse.

Dans l'ensemble, la disponibilité alimentaire a augmenté par rapport au trimestre avril/juin et les prix ont connu une certaine baisse ce qui a, sans doute, amélioré l'accès d'un plus grand nombre de ménages aux produits alimentaires.

Errata

Dans notre précédent numéro, il faut lire à la page 6:

- premier paragraphe, «Globalement les données disponiblespour la période avril/juin 2003 totalisent la somme de 71.516.528,94 USD»

- quatrième paragraphe (**l'aide alimentaire**), «En plus de cette aide....différents dons provenant des Etats Unis (76.000 T.M de blé), du Japon...»

Nous avons rencontré pour vous :



CARE est un réseau international composé d'agences CARE situées en Australie, en Autriche, au Canada, au Danemark, en France, en Allemagne, au Japon, aux Pays Bas, en Norvège, en Angleterre et aux Etats Unis. Elle travaille dans plus de 60 pays en Amérique Latine et dans la Caraïbe, en Afrique, en Asie, au Pacifique, en Europe et au Moyen Orient.

CARE en Haïti

CARE a commencé à travailler en Haïti en 1954, en apportant une assistance aux personnes affectées par le cyclone Hazel. Le travail de CARE s'est orienté vers les programmes de développement en 1959 avec des activités concentrées sur la nutrition maternelle et infantile à travers la distribution de nourriture. En 1966, CARE a lancé ses programmes de



développement dans le Nord-Ouest, une des régions les plus démunies d'Haïti. Au cours des années 70, CARE a élargi le cadre de ses programmes en y intégrant des interventions dans le secteur santé en faveur des enfants d'âge préscolaire, la fourniture d'eau potable et des activités génératrices de revenus. Au cours des années 80, CARE a commencé à diversifier ses programmes pour y intégrer des projets en agriculture et ressources naturelles, éducation préscolaire, eau et assainissement, soins de santé primaire et petites entreprises.

Après 1991 CARE s'est concentrée sur des projets d'ordre humanitaire en alimentation et réhabilitation. Depuis 1994, elle a renforcé les programmes de développement en santé reproductive, HIV/SIDA, eau

potable, assainissement, crédit, développement de petites activités économiques, énergie. Le programme d'aide alimentaire a été réorienté en vue de répondre à cette intensification des interventions dans le domaine du développement et en vue d'améliorer la capacité de réponse aux urgences.

Aujourd'hui, le travail de CARE en Haïti reflète une approche intégrée de ses programmes avec des projets en santé reproductive, santé maternelle et infantile, éducation, sécurité alimentaire, VIH/SIDA, eau et assainissement. CARE-Haïti exécute des activités dans les régions les plus vulnérables incluant les Départements de la Grand-Anse, de l'Ouest, de l'Artibonite et du Nord-Ouest. CARE-Haïti travaille en étroite collaboration avec des ONG locales, le Gouvernement haïtien, des compagnies privées et des organisations communautaires.

Les principaux bailleurs de fonds de CARE-Haïti sont les gouvernements américain, canadien et japonais ; l'Union Européenne ; des fondations privées et des bailleurs de fonds individuels.

Principaux projets de CARE-Haïti:

Dans les départements du Nord-ouest et de l'Artibonite :

Projet d'Encadrement des Jeunes de Bassin Bleu : activités incluant l'éducation, la santé, le développement de petites activités économiques, l'agriculture et les ressources naturelles pour améliorer la qualité de vie des jeunes et de leurs familles dans la région.

Période d'Exécution du Projet (PE) : 6/01 – 2/04

Projet de Réponse Nationale au VIH/SIDA : dans les départements de la Grande Anse, de Nippes, du Haut-Artibonite et du Nord-ouest.

PE : 12/02 – 12/07

Projet d'Assainissement et d'Approvisionnement en Eau dans les Ecoles (Bassin Bleu) : augmentation d'accès à l'eau potable, l'amélioration des pratiques d'hygiène et d'assainissement dans 10 écoles. **PE :** 12/02 – 11/03

Programme (DAP) d'Augmentation Durable de la Sécurité Alimentaire dans le Nord-Ouest d'Haïti (SIFS). Ce projet comprend trois principaux domaines d'intervention :

Santé et Nutrition des groupes vulnérables à travers une meilleure qualité des Unités Communales de Santé (UCS), la promotion des soins de santé communautaire et l'augmentation de l'accès à des services de qualité en santé et nutrition

Agriculture, Ressources Naturelles et Revenus: pratiques agricoles et de conservation de sol durable

par rapport à l'environnement, augmentation de l'accès aux marchés et au crédit de petite échelle, formation de base en gestion des activités génératrices de revenus.

Education : augmentation de la capacité professionnelle des professeurs et des directeurs, en renforçant les liens entre les écoles et les communautés à travers des comités de parents.

PE: 1/02 – 12/06

Projet de Réponse à la Sécheresse dans le Nord-Ouest: fourniture de denrées alimentaires à des familles ciblées parmi celles en état d'insécurité alimentaire.. **PE : 8/02 – 9/03**

Projet de Prise en Charge Communautaire des Familles et des Enfants Affectés par le VIH/Sida dans le Nord-Ouest : met l'accent sur les besoins spécifiques des enfants affectés, fournit des services de santé, donne un support socio-économique aux personnes vivant avec le SIDA et encadre les organisations dans le développement d'un réseau communautaire pour supporter les familles affectées par le SIDA. **PE :** 7/02 – 6/04

Projet Energie et Environnement : 55,000 ménages et 550 petites entreprises à Port-au-Prince et dans les villes secondaires. **PE :** 9/02 – 9/04

Dans les départements de la Grande Anse et de Nippes:

Projet de Soutien aux Personnes Atteintes de VIH/SIDA et à leurs Familles, Ciblage de 171.000 personnes dans neuf localités.

PE : 1/00 – 12/03

Projet Tuberculose: renforcement de la capacité des Départements Sanitaires (ce projet inclut également les départements du Nord-Ouest et de l'Artibonite) à entreprendre les activités du programme de Tuberculose. **PE :** 10/01 – 09/04

Projet Renforcement de la Sécurité Alimentaire, Cible 1.300 familles vivant dans deux communes. Le projet encourage le développement d'activités agricoles. **E :** 2/02 – 2/05

Projet Santé Reproductive et Survie de l'Enfant en partenariat avec les ONG locales et le MSPP, stratégie de décentralisation du Ministère de la Santé à travers un réseau de 18 institutions sanitaires, 228 matrones traditionnelles et 42 associations locales. Zones cibles : Pestel, Corail, Bonbon, Moron, Jérémie, Abricots, Chambellan, Anse-d'Hainault, Irois, Roseaux, totalisant 241.853 personnes. **PE :** 2/02 – 4/04.



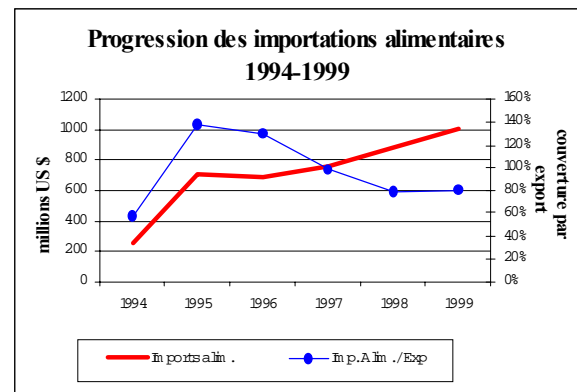
UNE PLUS GRANDE PARTICIPATION DE LA PRODUCTION LOCALE A LA DISPONIBILITE ALIMENTAIRE GLOBALE EN HAÏTI?

La problématique de nourrir une population sans cesse croissante et de plus en plus urbaine reste aussi cruciale au 21^{ème} siècle qu'elle l'a été au 20^{ème}. Les différentes révolutions agricoles et industrielles ont permis de développer des techniques modernes pour produire des aliments destinés à la survie de la race humaine. Mais dans beaucoup de pays la production nationale alimentaire ne suffit pas à satisfaire les besoins de la population et doit être complétée par des importations.

En Haïti, malgré le recours aux importations et à l'aide alimentaire, il reste toujours un déficit alimentaire à combler. Et l'écart entre besoins alimentaires et production augmente sans cesse. Car la croissance démographique est de plus de 2% l'an alors que le taux de croissance annuelle de la production nationale est inférieure à 1%. La population a de plus en plus de mal à satisfaire ses besoins. Et cette situation est particulièrement cruciale dans les villes où le taux de croissance s'élève à plus de 6% l'an.

Assurer la disponibilité alimentaire, dans ces conditions équivaut à importer de plus en plus. Pour le faire les acteurs économiques ont besoin de devises étrangères qui ne peuvent provenir que des exportations. Là encore nous ne faisons qu'accumuler des déficits, car nous traînons derrière nous une balance commerciale négative, la valeur de nos exportations n'arrivant plus à couvrir celle de nos importations. La progression de ce solde négatif est due en partie aux importations alimentaires qui ont toujours représenté le plus important poste de

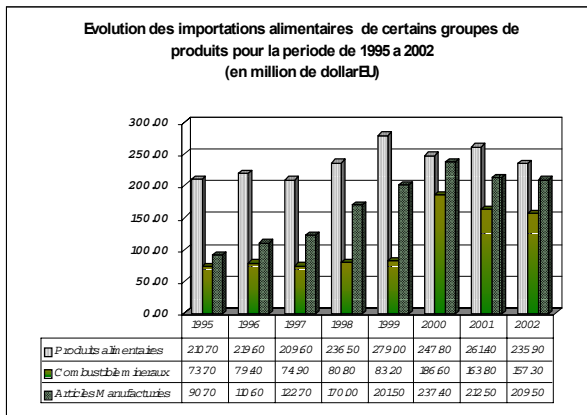
Avant 1995, la valeur des importations dépassait rarement les 80 millions de dollars américains (63,24 millions en 1990 ; 72,98 en 1991 ; 79,23 millions en 1992 ; 96,01 millions en 1993 ; 67 millions en 1994). À partir de 1995, on observe une forte augmentation, car elles passent alors à 211 millions et continuent à croître pour atteindre 279 millions de dollars en 1999. Cette poussée des importations s'est faite en étroite corrélation avec l'aggravation du déficit de la balance commerciale, les exportations n'arrivant plus à couvrir la valeur des importations.



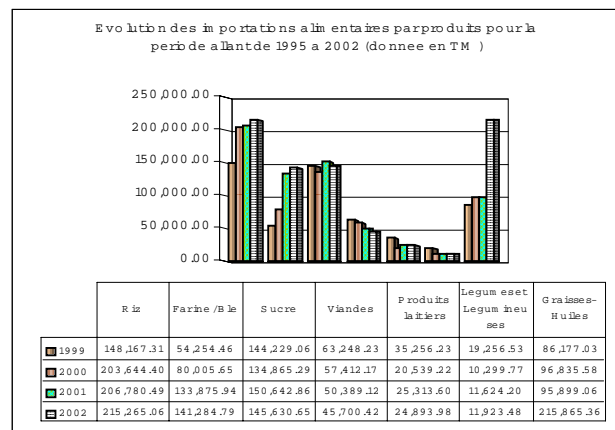
Sources: CNSA d'après EFH

Alors que le pays doit faire face à des débours sans cesse croissants pour procurer à la population un certain niveau de Sécurité Alimentaire, les rentrées de devises venant du secteur agricole se raréfient faisant croître le déficit de la balance commerciale alimentaire. Ce déficit est passé de 47 millions de dollars américains en 1994 à 161 millions en 1995.

a) des importations alimentaires en évolution



Sources: CNSA d'après ACD/MEF



Source: CNSA d'après ACD et MEF

Même si une gamme assez variée de produits alimentaires figure sur la liste des importations, les produits les plus importants en valeur et volume sont : le riz, le blé, le sucre, les graisses et huiles, les viandes et poissons, les produits laitiers, les légumes et légumineuses. Les importations de riz sont impressionnantes et ont augmenté régulièrement au cours des cinq dernières années. Il en est de même pour la farine et le blé. Malgré une légère baisse en 2000 et en 2002, les importations de sucre ne sont jamais inférieures à 135.000 T.M. Les viandes et poissons, de même que le lait et ses dérivés viennent combler le déficit de la production nationale de ces denrées. Notre consommation d'huiles et de graisses dépend presque totalement des importations. Dans ce secteur une croissance spectaculaire est observée au cours de l'année 2002. Notre production nationale de légumes et de légumineuses étant jugée insuffisante par les uns ou de qualité inférieure par d'autres, on a recours assez souvent à des importations (10.300 TM en 2000, 11.624 T.M en 2001, 11.923 en 2002).

Une production nationale en régression

Si les importations alimentaires sont en croissance, la production nationale stagne ou croît très faiblement pour certains produits et occupe une place de moins en moins importante dans la disponibilité alimentaire nationale.

décennies à venir, le monde partira à la conquête de la Sécurité Alimentaire armé d'un nouvel outil très puissant : la biotechnologie agricole. En Haïti où en sommes-nous ? Comment pense-t-on livrer cette bataille contre l'insécurité alimentaire et avec quelle arme ? Peut-on inverser la tendance ?

La réduction des Importations alimentaires, une priorité

Dès qu'on parle de réduction des importations, on devrait envisager par voie de conséquence l'augmentation de la production. En Haïti, compte tenu de l'importance du secteur agricole dans l'économie nationale, l'agriculture devrait être le fer de lance de la disponibilité alimentaire. Il faudrait également associer à l'intensification du secteur primaire, le développement de l'agro-industrie et la fourniture de matières premières pour d'autres types d'industries.

Le secteur vivrier haïtien est lourdement critiqué à cause de son incapacité à couvrir les besoins de la population. Les faibles rendements agricoles obtenus au niveau des différentes aires agro écologiques ne sont pas seulement causés par la dégénérescence des variétés cultivées.

Pour redresser la situation de la production alimentaire nationale, les ressources du secteur agricole sont cruellement limitées, les structures de production globale nettement insuffisantes. C'est tout le système de production nationale qu'il faudrait analyser. Tel n'est pas le but de cet article qui se propose uniquement

Évolution de la production nationale de certains produits agricoles (en milliers de T.M)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Légumineuses et fruits	4384.48	4315.78	4793.12	4688.06	4605.36	4451.16	4485.17	4399.57	4339.98	4348.29	3292.02	4543.97	4636.60
Banane et Tubercules	405.00	410.00	443.62	430.00	443.00	455.00	469.20	490.00	480.67	485.00	522.50	487.00	493.00
Riz	90.93	133.00	87.83	77.00	73.50	70.00	84.00	112.00	70.86	87.50	91.00	72.10	72.80
Maïs	163.00	190.00	226.32	210.00	230.00	220.00	204.06	230.00	206.10	250.00	202.50	180.00	185.00
Sorgho	68.00	90.00	100.00	100.00	90.00	90.00	88.14	100.00	95.18	100.00	98.00	80.00	85.80
Autres céréales	591.00	680.00	778.11	730.00	745.00	720.00	704.40	820.00	703.87	825.00	731.00	623.00	644.00

Sources :CNSA, d'après FAO, MARNDR (taux de conversion riz paddy en riz blanchi est 0,70)

Cette situation est inquiétante. Car avec un taux d'accroissement démographique supérieur à celui de la production nationale et avec une monnaie nationale qui se dévalue, le potentiel d'accroissement de la disponibilité alimentaire décline constamment, compromettant encore plus l'accès des ménages à la nourriture. Gagner la bataille contre l'Insécurité Alimentaire est une véritable course contre la montre. Dans les

d'attirer l'attention et d'appeler à des réflexions et à des analyses à partir de quelques chiffres tirés de notre production alimentaire nationale. Pour cela nous avons interrogé quelques services spécialisés du Ministère de l'Agriculture -Centre de Recherche et de Documentation Agricole, Service des Pêches...- ainsi que quelques ONG comme VETERIMED, SOE, etc... pour avoir une idée des potentialités de quelques uns de nos produits les plus consommés et pour vous proposer quelques pistes de réflexion.

Rapide coup d'œil sur les potentialités de quelques produits de base

-Le riz

Pour l'année 2002/2003 le niveau de la production nationale de riz a été estimé par le MARNDR à 103.000 T.M de riz paddy, soit 72.000 T.M de riz blanchi. Alors que les besoins avoisinent 400.000 T.M (sur la base de 50kg par personne). Il y aurait donc 328.000 T.M. de riz supplémentaires à produire. Ceci équivaut à produire 6.177,6 T.M de semences commerciales, ce qui suppose la production de 123,5 T.M de semences de base. Tout ceci serait possible grâce à une bonne organisation des planteurs, un encadrement technique et la possibilité de crédit. (Sources : spécialistes CRDA). Il faut également orienter la recherche vers la connaissance du riz de montagne et de lagon, et créer de nouvelles variétés résistantes à la maladie de la paille noire. Et surtout dans le cas de l'Artibonite formuler une approche légale visant à réglementer la culture du riz dans la Vallée. Il faudrait environ 1.500.000 dollars américains pour mettre à la disposition des planteurs les semences nécessaires.

-Les autres céréales

Le développement des cultures telles que le maïs, le sorgho sera utile non seulement à l'alimentation humaine, mais aussi au développement de l'élevage. Pour le maïs nous devons développer des variétés de cycle court pour les zones montagneuses et des hybrides pour les plaines irriguées et introduire des variétés composites dans les zones intermédiaires. On doit également dynamiser la recherche sur le sorgho car l'écologie de la Plaine du Cul de Sac, le Plateau Central et le Nord-ouest est favorable à cette culture.

- Le haricot

Le haricot est très consommé en Haïti. On l'utilise comme légume et très souvent il remplace la viande dans la consommation quotidienne. Atteindre une certaine autosuffisance dans cette production aiderait le pays à combler certaines carences protéiniques et contribuerait également à favoriser l'augmentation du rendement d'autres cultures.

En Haïti on emblave annuellement environ 90.000 hectares en haricot. On devrait être en mesure de produire en moyenne 1.500 T.M de semences par an. La production d'une tonne de semences de haricot coûte, en moyenne, 55.000 gourdes. Donc, on devrait dépenser moyennement 82.500.000 gourdes (1.918.604,6 dollars américains). (sources CRDA).

Ces semences peuvent être produites par de petites structures départementales privées ou publiques qui

auront également la charge de les vendre aux agriculteurs locaux.

Pour atteindre le niveau de production espéré pour la consommation nationale il serait nécessaire de permettre aux cultivateurs d'avoir accès à ces semences et aux intrants d'accompagnement à travers un programme de crédit .

On devrait libérer dans le court terme les variétés précoces résistantes à la mosaïque dorée et à haut rendement . Une attention spéciale serait accordée à chaque aire agro écologique

-La viande et les poissons

A la fin des années 80 et au début des années 90 près de 400 unités de production d' œufs, de poulet, de bœuf, de porc étaient recensées au niveau de la Plaine du Cul de Sac. Actuellement le nombre est inférieur à 10.

La difficulté de s'approvisionner en aliment de bétail et la libéralisation des marchés sont à la base de ce fort taux d'échec. Les sommes d'argent dépensées dans ce secteur par mois, environ 2 millions de dollars U .S, montrent qu'il y a un réel besoin de l'encourager

Les besoins à combler en protéines animales sont estimés à 23kg par habitant. Ce qui équivaudrait à un besoin annuel de 184.000T.M de viande et de poissons. En Haïti nous importons annuellement environ 12.000 T.M de poissons et les captures sont estimées à 6.000T.M d'où une disponibilité de 18 à 20.000 T.M. (source :Service des Pêches, Damien)

Nous n'allons pas entrer ici dans la problématique du son de blé ou d'autres cultures riches en protéines pour l'alimentation du bétail puisque nous ne les produisons pas. Cependant, en Haïti, le problème du gros bétail est lié à celui de l'établissement de pâturages et de la production de cultures telles que le maïs et le sorgho. Même si nous n'importons pas de sorgho et de maïs, la production nationale suffit à peine à la consommation humaine. Les efforts déployés par le VETERIMED, ou la réactivation de l'APHEL (production d'environ 80.000 poules par mois), sont vraiment dérisoires devant l'ampleur du travail à abattre pour combler ce déficit en production de viande dans le pays. Cependant toute intervention profonde dans ce secteur, particulièrement en ce qui concerne le domaine du gros bétail, devrait être précédée par une analyse approfondie des avantages comparatifs en ce sens. Il faudra tenir compte de la compétition homme/animal afin de décider dans quelle mesure la production systématique ou intensive de bétail sera un choix judicieux.

En ce qui concerne le poisson il faut améliorer la capture, la conservation et la commercialisation. La

technique des Dispositifs de Conditionnement des Poissons (DCP) développée par le Service des Pêches du MARNDR permet aux pêcheurs d'avoir accès aux bancs de poissons pélagiques. Cette technique peu dispendieuse - environ 60.000 gourdes par unité- améliore considérablement la prise des pêcheurs.

S'agissant de l'aquaculture, nous disposons de 20.000 hectares de plans d'eau et nous ne produisons que 400 T.M de poissons. Si tout le paquet technique et financier est mis, on devrait être en mesure de produire environ 80.000T.M de poissons dans une période n'excédant pas deux ans. Là encore se posera la question de la commercialisation et des mesures d'accompagnement pour inciter la population à consommer le poisson d'eau douce. La production de larves dans le pays, comme cela se fait actuellement à Pont Sondé dans l'Artibonite, devrait être une priorité, car l'achat de 20 millions de larves de Cuba coûte environ 12 millions de dollars U.S.

-Le lait et les produits laitiers

Nous importons annuellement 25.000 à 35.000 T.M de laits et de produits laitiers. Les trois quarts du volume importé sont constitués de lait en poudre, le lait liquide ne représentant que 11% des importations. En valeur ces importations représentent annuellement entre 32 à 38 millions de dollars américains (sources Administration des Douanes). Ces données ne tiennent pas compte des importations non déclarées venant de la contrebande.

Selon les estimations effectuées par l'ONG VETERIMED, spécialisée en la matière, nous avons un potentiel de production de 170.000 T.M de lait et une consommation annuelle se situant entre 17.000 et 77.000 T.M par an. Il faut noter que la consommation de lait en Haïti - 90 g/ jour par personne - est relativement basse à comparer avec 200 g/jour par personne à la Jamaïque. Nous basant sur la production potentielle avancée par VETERIMED, nous sommes en mesure de couvrir les importations, à hauteur de 50 millions de dollars US.

Pour y arriver, Il nous faut, entre autres interventions, améliorer l'alimentation du troupeau et la conduite de la reproduction et il faut surtout trouver un débouché rémunérateur pour les éleveurs et mener une stratégie extensive d'ouverture du plus grand nombre possible de mini-laiteries décentralisées... L'expérience de VETERIMED dans la production du

lait « lèt a gogo » est très concluante en ce sens car il arrive à installer et à faire fonctionner des mini laiteries dans certaines villes de provinces.

-Que dire du sucre ?

Les importations de sucre occupent la deuxième place, en volume, derrière le riz. La production nationale de sucre est quasi inexistante. Gagner la bataille du sucre en essayant d'en produire davantage est presque impossible. D'ailleurs on a intérêt à en importer au lieu d'en produire à cause des contraintes techniques et des coûts de production. Un produit qu'on peut sérieusement envisager est le rapadou, qui est plus nutritif, plus sain que le sucre raffiné. Il est possible d'encourager le développement d'ateliers de production de rapadou à travers le pays. L'expérience du Plateau Central est jusqu'ici très encourageante. L'étude de marché de ce produit devra naturellement être prise en compte avant toute décision.

Avec une petite usine moderne de 20.000 dollars américains, utilisant de la bagasse de canne à sucre comme source d'énergie, on peut produire en moyenne 312T.M de rapadou par mois. Et cela avec la production de 8 hectares de canne à sucre. (Source : SOE, une ONG spécialisée dans le domaine)

Avec la valeur de trois mois d'importation de sucre et de sucreries (avril, mai, juin 2003) totalisant 9.546.365,8 dollars US) on pourrait implanter à travers le pays environ 477 unités de transformation produisant le volume d'une année d'importation de sucre.

A part l'ensemble de conditions beaucoup plus larges, beaucoup plus structurales qu'il faudrait forcément établir, il faut prévoir de mettre en place, si on veut arriver à cette substitution d'une part importante des nos importations alimentaires, les ressources appropriées au niveau recherche et appui à la génération de paquets technologiques.

L'inventaire des ressources

1- Les structures de Recherche et de production

-Les fermes d'Etat

Les différentes fermes de l'Etat à travers le pays, selon les travaux qui y sont conduits ou selon leurs orientations originales peuvent être ainsi répertoriées:

Sources consultées :

- Services statistiques du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et de l'Administration Générale de la Douane (AGD)
- Etude du marché des produits laitiers en Haïti, septembre 2003, Veterimed.
- Base de données de la CNSA

Les Fermes d'Etat

CULTURE	FERME	
	Localisation	Superficie (ha)
Haricot	Damien	5
	Savanne Zombi	20
Riz	Maugé (Artibonite)	5
Mais	Damien et Savanne Zombi	25
Sorgho	Bas-Boen (Cul de Sac)	2

A part les fermes d'Etat, on peut compter sur le secteur privé.

-le secteur privé

Dans ce secteur on peut regrouper certaines ONG, les Firmes fournisseuses de semences (Agro technique, ORE...) , et les universités. A part la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire qui peut compter sur la Ferme de Damien, l'Université Episcopale d'Haïti dispose de 5 carreaux de terre.

De grands propriétaires terriens pourraient également prendre part à un programme de Recherche et de multiplication de semences, et également d'élevage.

2- Les germoplasmes disponibles

On ne peut pas gagner la bataille contre l'Insécurité alimentaire sans des variétés performantes et adaptées aux conditions de sécheresse, d'alcalinité des sols, et résistantes à certaines maladies.

Le CRDA a testé près d'une douzaine de variétés de haricot dont certaines ont plus de vingt ans d'existence. Seules quelques-unes, cinq variétés environ, sont retenues pour multiplication à cause de leur résistance à la mosaïque dorée et leur précocité.

L'éventail des variétés de maïs est très pauvre. Seule la firme ORE est en train de développer des variétés hybrides dans le Sud.

Le riz a vu la disparition de certaines variétés à cause de la maladie de la paille Noire. Seul le TCS 10 est produit à grande échelle actuellement. Cette variété à grains courts ne répond pas à la demande des

consommateurs urbains qui affectionnent les variétés à longs grains.

Le sorgho, malgré sa place dans la consommation locale, est traité en parent pauvre par la Recherche. Actuellement, le M5009 de l'ICRISAT et le DODO87 sont disponibles sur le marché comme lignées améliorées

Il convient de signaler également les travaux effectués par le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) dans l'Artibonite et le Sud qui ont permis d'augmenter les rendements de certaines cultures telles que le riz de 3 à 6 T.M, le maïs de 2.5 à 3.5 T.M, le haricot de 0.75 à 1.5 T.M, la patate de 5 à 16 T.M

En guise de conclusion

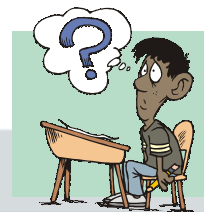
De ce tour d'horizon il ressort que :

- Les importations alimentaires sont en augmentation en volume et en valeur. Cette situation oblige l'Etat à dépenser davantage dans ce secteur et à négliger davantage encore les investissements. Ce qui pénalise la population qui est obligée de se procurer un aliment chaque jour plus cher. De même que la part des dépenses alimentaires dans le budget d'un ménage traduit son niveau de pauvreté, de même le pourcentage du PIB consacré aux importations traduit le niveau de dépendance de l'Etat.

- La production nationale ne suit pas le rythme de croissance de la population, d'où un rapport production alimentaire versus besoin sans cesse décroissant.

- Le bilan des ressources dont dispose l'Etat pour faire face à l'augmentation des importations alimentaires est vraiment pauvre.

Cependant, l'effort à accomplir sera payant. Il nous permettra d'atteindre un certain degré d'autonomie alimentaire en réduisant la charge des importations alimentaires dans la balance commerciale. Les devises économisées pourront être investies dans d'autres activités bénéfiques à la nation.



Le saviez-vous?

- La Représentation de la FAO en Haïti a signé avec le Gouvernement haïtien, le 11 septembre 2003, un projet consistant en la fourniture d'intrants Agricoles aux populations des zones rurales affectées par la sécheresse et les inondations. Ce projet a une enveloppe de 329.000 dollars US. Ces fonds seront affectés à l'achat et la distribution de 150 TM de semences de haricot, 15 TM de semences de maïs, 12 TM de semences de sorgho et d'outillage agricole. Neuf mille familles rurales bénéficieront directement de ce projet.

- «**Food Security in Haïti, a distant horizon**», tel est le thème choisi par les représentants du Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA) présentant les résultats de l'enquête de base réalisée pour le compte de l'USAID au niveau des aires d'implantation du programme «Development Activity Programs (DAPs)». Ces résultats provenant des différents secteurs liés à la santé, la nutrition, l'agriculture et l'éducation serviront de base d'évaluation au DAP qui est mis en œuvre dans les départements du Nord Ouest et du Plateau Central, la péninsule Sud et à l'île de la Gonave par quatre (4) ONGs financées par l'USAID (Cooperating Sponsors): CARE, CRS, Save the Children and World Vision. Les enquêtes ont été menées entre mai et juillet 2002 en prélude au nouveau programme des

Cooperating Sponsors (CS) pour la période 2002-2006. Les résultats détaillés de cette enquête peuvent être consultés sur le site WWW.fantaproject.org de Fanta.

- Dans l'après midi du 29 août 2003 de fortes pluies se sont abattues sur la ville de Saint Marc et ses environs. L'inondation qui s'en est suivie a causé des dégâts humains et matériels considérables. Selon les sources officielles, on compte plus de 2400 familles sinistrées, 63 personnes disparues.

L'agriculture de la commune n'est pas épargnée. En effet les infrastructures agricoles sont affectées et environ 30 hectares de riz, 50 hectares de bananeraies et 10 hectares de maïs ont été ravagés par les eaux en furie.

- De fortes averses se sont abattues sur Port-au-Prince au cours dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5 Octobre 2003. Plus de 11 morts et une quinzaine de disparus, des dizaines de maisons détruites ont été enregistrés.. Ces dégâts sont surtout enregistrés dans les zones non adaptées à la construction. Des milliers de familles vivent dans ces zones à risque et sont très vulnérables à toutes sortes de catastrophes naturelles.



L'écoute du Soi.

La vie humaine dure environ 2 milliards de secondes ; nous disposons d'un temps limité pour devenir sage.

Les mystiques nous disent que la sagesse consiste à réaliser l'équilibre puis l'unité entre le corps mortel et l'esprit immortel. A la fin de ce jour - de ce jour d'aujourd'hui ! - nous aurons encore consommé 86.400,00 secondes de notre court temps de vie.

Les instants de silence que nous consacrons quotidiennement à l'écoute de l'esprit immortel en nous, quelle en est la durée ? Quelques secondes ? Quelques minutes ? Quelques heures ? Y avez-vous déjà pensé ? Est-ce équilibré par rapport à l'ensemble de vos activités ? Êtes-vous suffisamment engagés dans la voie de la sagesse ???



Nous apprécierons tout commentaire qui pourrait contribuer à l'amélioration de la qualité de ce bulletin.

Coupez le long de la ligne pointillée. Repliez en deux : votre message est pre-adressé

Commentaires

Patronnage

Le suivi de la situation alimentaire présenté dans ce bulletin est réalisé grâce aux contributions techniques des partenaires institutionnels suivants :

Le MARNDR, particulièrement à travers ses Directions départementales et ses Bureaux agricoles communaux

L'IHSI

Le MEF

L'ODVA

Le PAM

PL480

L'AGD

VETERIMED

SOE

L'USAID

La CARE,

Le CRS

HAP - Hillside Agricultural Program -

timbrez ici

CNSA

Att : Bulletin de Conjoncture

7, Delmas 99, B.P. 1717 PAP Haïti